

**Journée internationale des droits  
des femmes - Intervention du  
Secrétaire général du ministère de  
l'Europe et des affaires étrangères**  
(Paris, 08 mars 2018)

Mesdames les Députées,

Mesdames les Ambassadrices et Messieurs les Ambassadeurs,

Madame la Ministre, Chère Elisabeth Guigou,

Madame la Haute Fonctionnaire à l'égalité de droits, chère Florence Mangin, qui a été largement l'organisatrice de ces journées,

Mesdames et Messieurs,

Chers Collègues,

Je voudrais vous dire combien je suis heureux, très honoré et impressionné de participer à la célébration de la journée internationale des droits des femmes.

Les trois dernières années, j'étais en Chine, j'ai réuni un certain nombre de femmes chinoises qui étaient toutes des combattantes dans un contexte difficile malgré les apparences et les droits formels qu'on a pu leur donner. Et en Chine, si la femme représente la moitié du ciel, on peut dire qu'effectivement une partie du ciel reste bien sombre.

Aujourd'hui, je vais vous donner un éclairage sur ce qu'est notre stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Et c'est un plaisir de le faire en présence de deux vice-présidentes de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale que je salue et que je remercie, Mmes Mireille Clapot et Laurence Dumont, qui ont été chargées d'une mission parlementaire sur les droits des femmes dans la diplomatie française.

Je voudrais également saluer la présence parmi nous de Mme Yveline Nicolas qui a très largement contribué à l'élaboration de cette stratégie internationale en animant la Plateforme

Genre et développement mise en place il y a déjà quelques années.

Et puis, je voudrais saluer Laurence Souloumiac qui est la coordinatrice de la formation "Femmes d'avenir en Méditerranée" à Sciences-Po, et qui, avec Nicole Ameline, qui n'est pas présente aujourd'hui mais qui est à Genève où elle participe à une session du comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, s'adressera à vous à travers une vidéo.

Mesdames et Messieurs,

La nouvelle stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2018-2022 est innovante mais elle ne part pas de rien.

Elle s'inscrit dans une tradition que vous connaissez tous, dont nous sommes les acteurs depuis bien longtemps : celle de la protection des droits de l'Homme, avec un H majuscule, donc des droits des femmes.

On peut se référer, à des engagements pris aux Nations unies :

Je pense à :

- l'engagement de la France pour l'adoption de la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1979,

- l'initiative de notre pays, en 2000, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur la thématique "femmes, paix et sécurité",

Mais on peut se référer aussi aux initiatives que nous avons prises en 2009, avec les lignes directrices de l'Union européenne sur les violences faites aux femmes qui orientent la politique étrangère commune en ce domaine,

Enfin il y a l'ensemble des initiatives prises depuis plus d'une dizaine d'années sur le plan national.

Mais pourquoi avons-nous voulu redéfinir cette stratégie ?

Parce que nous avons considéré que la diplomatie française travaillait, comme c'est souvent le cas, en silo, c'est-à-dire de façon trop cloisonnée : la politique était d'un côté, le développement de l'autre. Or, il fallait avoir une vision d'ensemble sur le sujet.

C'est donc selon cette tradition et en réaction à une transformation du contexte national et international que nous avons élaboré la stratégie.

Depuis 2015, les objectifs du développement durable placent la question de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes au coeur de l'agenda international à l'horizon 2030. Nous nous situons résolument dans cette perspective de temps pour rehausser nos efforts.

Nous savons tous ici, par expérience, que l'égalité femmes-hommes doit constituer un socle indispensable à la consolidation de sociétés plus justes et plus résilientes. Nous savons que la réduction des inégalités économiques entre les femmes et les hommes est généralement, on l'a vu dans nos propres sociétés, un formidable levier de croissance et de développement. C'est ainsi, par exemple, que l'éducation des filles et l'accès à la santé sexuelle et reproductive, pour lequel la France veut être à l'avant-poste, sont des conditions nécessaires pour une transition économique, démographique et sociale plus harmonieuse pour les pays en voie de développement. Cela, c'est le côté positif : les objectifs du développement durable 2015-2030.

À l'inverse, nous constatons et c'est préoccupant, une montée des oppositions à l'émancipation des femmes et des filles dans plusieurs enceintes internationales. On retrouve ces difficultés à la fois à l'ONU, dans l'Union européenne, parfois au G7. C'est une coalition des conservatismes et le risque est de mettre en péril un certain nombre d'acquis obtenus depuis les années 90.

Ce constat est inquiétant. Il nous appelle à la vigilance et à renouveler notre mobilisation. De ce point de vue, avec cette stratégie internationale nous nous situons résolument dans les objectifs fixés par le président de la République qui a décidé que l'égalité femmes-hommes était la grande cause nationale du quinquennat et qui a décidé également d'en faire une priorité de notre aide publique au développement.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que le ministère a travaillé avec la société civile, à travers la plateforme genre et développement, à l'élaboration de la stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Celle-ci a été adoptée par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) présidé par le Premier ministre, le 8 février dernier, il y a exactement un mois.

J'ai été un peu long sur ses origines mais il faut savoir d'où l'on vient pour mieux déterminer où l'on va.

La première innovation que nous avons voulu introduire est celle d'un changement de dimension.

D'abord cette nouvelle stratégie englobe et dépasse les questions de développement pour être

étendue à l'ensemble de l'action extérieure de la France.

C'est-à-dire sa dimension politique, sa dimension économique, sa dimension d'influence, sa dimension culturelle, éducative et sa dimension de coopération au développement.

Elle doit être mise en oeuvre désormais non seulement par ceux qui s'en occupaient jusqu'à présent mais aussi par l'ensemble des directions de ce ministère, par l'ensemble des postes diplomatiques et par l'ensemble des douze opérateurs qui concourent à l'action extérieure de l'Etat tels que l'agence française de développement, Expertise France ou encore l'Institut français, Business France, Atout France, etc.

J'ajoute que cette stratégie va concerner le ministère dans son propre fonctionnement.

Elle implique l'intégration des engagements en termes de parité qui s'inscrivent dans la feuille de route ministérielle en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Vous venez d'en parler, c'est le label sur l'égalité professionnelle Afnor qu'il nous appartient de continuer à mettre en oeuvre, notamment avec une clause de rendez-vous dans quatre ans.

Vous savez qu'au ministère, entre des services extrêmement divers, il faut créer une certaine coordination. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Le Drian, qui est constamment impliqué dans la mise en oeuvre de cette stratégie, a demandé au secrétariat général de ce ministère, d'en faire la coordination avec l'ensemble des directions de la maison, l'ensemble des représentants des opérateurs, la direction générale de la mondialisation et la Haute fonctionnaire à l'égalité des droits.

Dans le fonctionnement même de la maison, il y aura une implication de chacun pour la mise en oeuvre de cette stratégie internationale.

L'objectif est donc bien de renforcer la culture institutionnelle en faveur de l'égalité femmes-hommes. On peut considérer que c'est une vraie transformation, une vraie mutation que nous allons connaître ici, aux affaires étrangères.

Cela implique évidemment d'encourager les ambassadeurs, les chefs de poste, les consuls généraux à l'étranger, à intégrer dans leur approche les enjeux de genre de manière adaptée à la réalité des pays où ils se trouvent, à y porter nos convictions et nos pratiques et de le faire de manière beaucoup plus systématique sur la base de cette coordination que nous exercerons au Département.

Cela implique en outre de renforcer nos efforts dans la sensibilisation, la formation et l'accompagnement des agents. La précédente stratégie a permis de sensibiliser plus de 1500 agents en quatre ans. Il va falloir faire encore mieux.

Une autre innovation, c'est notre volonté de redoubler d'effort en matière de financement pour

l'égalité entre les femmes et les hommes, en particulier en matière de développement. Notre aide publique au développement bilatérale qui contribue à l'égalité femmes-hommes représentait 28% en volume de notre aide publique bilatérale totale. Nous voudrions monter en 2022 à 50%. C'est donc un effort considérable sur les moyens. Et je me retourne naturellement vers nos députées car nous comptons bien être en dialogue constant avec le Parlement sur ce sujet pour trouver les moyens de mettre en oeuvre cette stratégie.

Cela vaut aussi pour la visibilité, la transparence et la manière de rendre compte de notre action. Nous serons évidemment en contact permanent avec le Parlement dans ce domaine

Et puis il y a la question du volume d'aide dédiée à la réduction des inégalités qui doit être mesuré. Pour le moment il ne l'est pas suffisamment. Nous manquons d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs par sexe de manière systématique. Il est important de les établir. Nos données restent partielles. Et les résultats que nous voyons ne reflètent pas exactement les efforts qui sont faits.

Pour terminer, je voudrais souligner que la France mettra en oeuvre cette stratégie en portant ses efforts sur cinq priorités. Je voudrais les rappeler parce que ce sont celles fixées par le président de la République au ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Le Drian, qui conclura vos travaux ce soir. Ces cinq priorités sont :

L'éducation des filles. Il s'agit d'un enjeu primordial d'où découle tout le reste en matière d'égalité et d'autonomisation.

La deuxième, c'est la garantie des droits sexuels et reproductifs pour les femmes et les filles et notamment la nécessité d'accéder à des services de santé adaptés. Je dois dire que c'est sur ce point que nous butons le plus dans les instances internationales et que c'est là que les conservatismes de toute nature se liguent pour essayer de bloquer.

Il y a ensuite l'autonomisation économique des femmes, qui concoure à leur émancipation.

Quatrièmement, il y a le libre et égal accès des femmes et des filles aux droits et à la justice, ainsi que leur protection contre toutes les formes de violence.

Et, enfin, cinquième priorité, le renforcement de la participation effective des femmes et des filles dans la vie publique et la promotion de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité des Nations unies.

Ce sont donc des objectifs ambitieux, que nous allons mener de longue haleine. Mais nous aurons besoin de tout le monde. Nous allons continuer à travailler avec le Parlement, mais aussi avec la société civile, car nous ne réussirons qu'avec son engagement.

Des progrès ont été réalisés. Il y a encore beaucoup de travail à accomplir ensemble. Je pense

que nous parviendrons, grâce à nos efforts, à une égalité entre les les femmes et les hommes qui soit réelle et effective.

Merci à tous./.